**Pétition**

« Pour protéger le cadre de vie des Valdoisiens en logement social et sauver les emplois du bâtiment »

MOBILISEZ-VOUS ! LE CADRE DE VIE DES VALDOISIENS EN DANGER !

Le monde des HLM est en ébullition partout en France à cause des mesures financières annoncées par le Gouvernement qui se sont abattues sur lui : baisse des aides personnalisées au logement, rehaussement des cotisations des offices à la Caisse de Garanties du Logement Locatif Social et gels des loyers. La série de mesures annoncées par le Gouvernement sont inscrites dans l’article 52 du projet de Loi de Finances 2018.

■ La baisse des aides personnalisées au logement (APL) va fragiliser les budgets des offices publics. En France, on estime aujourd’hui les pertes à hauteur de 800 millions en 2018, 1,2 milliard en 2019 et 1,5 milliard en 2020. En Val d’Oise, dont 45% des locataires bénéficient d’APL, l’impact de la Réduction du Loyer de Solidarité est en moyenne de 17% en moins sur nos recettes, sans compter l’effet induit en matière de trésorerie qui dépasserait les 5 millions d’euros dès l’an prochain.

■ La hausse possible du taux de TVA applicable aux opérations de construction et de réhabilitation engendrait plus de 3 millions d’euros de dépenses supplémentaires pour Val d’Oise Habitat (VOH).

■ Le rehaussement des cotisations des offices à la Caisse de Garanties du Logement Locatif Social. Le coût de la mesure est estimé à 700 millions de dépenses nouvelles en France dès 2018, dont 6 millions en plus pour Val d’Oise Habitat.

Avec le gel de l’activité de VOH, c’est un nombre très important des communes du Val d’Oise qui seraient concernées, et un très grand nombre de Valdoisiens bien évidemment puisque VOH loge environ 75 000 Valdoisiens dans ses 20 000 logements.

**L’impact des mesures gouvernementales sur les classes moyennes du département**

Ces dispositifs auront un impact direct sur l’autofinancement de Val d’Oise Habitat. Les conséquences pour le quotidien des valdoisiens sont :

-une perte de 11,5 millions d’euros pour Val d’Oise Habitat

-le report ou l’annulation de programmes de constructions et de réhabilitations de logement,

-le cadre de vie des 75 000 locataires en péril,

-suppression d’emplois dans le secteur du bâtiment. La Fédération Française du Bâtiment table sur **1 500 destructions d’emplois dès l’an prochain** et 5000 emplois d’ici 3 ans. En France près de 300 000 emplois sont menacés dans le monde du bâtiment et de l’immobilier.

- des risques de privatisation des logements sociaux

**Préservons les emplois du bâtiment, la construction et la rénovation des logements pour poursuivre l’amélioration du cadre et de la qualité de vie des Valdoisiens.**

**LES ELUS ET LES ACTEURS DU LOGEMENT MOBILISÉS**

« *Il s’avère que l’impact des mesures pourrait être désastreux. Val d’Oise Habitat perdrait quasiment tout son autofinancement, ce qui mettrait en péril gravement sa capacité à mener à bien son programme de constructions et de réhabilitations dès 2018. Ces mesures porteraient par ailleurs un effet très négatif sur le secteur du bâtiment, la création d’emplois et le cadre de vie des classes moyennes. Face à ces enjeux, je souhaite m’impliquer fortement dans un combat d’intérêt à la fois national et départemental pour le Val d’Oise et les Valdoisiens. »*

**Marie-Christine Cavecchi**

Présidente du Département du Val d’Oise et de Val d’Oise Habitat

« *Nous ne pouvons pas croire à un arrêt brutal des investissements par les offices HLM. Ces annonces qui seraient mises en application le 1er janvier 2018 sont brutales et ont un impact sur le secteur du bâtiment dès aujourd’hui. En Val d’Oise, ces mesures menacent 1500 emplois dès la première année et 5000 à terme. Nous sommes dans une situation très fragile. Il est urgent de rétablir le dialogue.* »

**Denis Silio**

Vice-président de la Fédération Française du Bâtiment du Val d’Oise

*« Le CAUE est l’un des garants du cadre de vie de nos habitants dans les communes et dans nos territoires. Mettre à mal les acteurs locaux du Logement nous expose à une moins grande maîtrise des projets de constructions et de réhabilitation du bâti, avec une potentielle perte de qualité urbanistique. Il faut préserver un écosystème local dans lequel les acteurs se connaissent et agissent en confiance. Cela est primordial pour faciliter la réussite de nos*

*Grands Projets comme par exemple la Plaine de Pierrelaye. »*

**Véronique Pélissier**

Vice-présidente du Département

Présidente du Conseil d’Architecture, d’Urbanisme et de l’Environnement du Val d’Oise

*« Il est à craindre que l’impact de la loi de finances fasse régresser les bons résultats obtenus par les acteurs, les Maires, les entreprises, mais aussi VOH dont je suis par ailleurs administrateur. Si le Gouvernement va au bout de sa logique budgétaire, équilibrer le budget*

*2018 en économisant sur le dos des bailleurs sociaux, on va en plus casser les reins des outils locaux. VOH est un exemple mais il y en a beaucoup d’autres qui sont concernés. »*

**Alexandre Pueyo**

Conseiller départemental du Val d’Oise

Président de l'Association pour l’information sur le Logement du Val d’Oise